

PROCOLE
sur les
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
de la
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

PROKOLL
über die
VORRECHTE UND BEFREIUNGEN
der
EUROPÄISCHEN ATOMGEMEINSCHAFT

PROCCOLO
sui
PRIVILEGI E SULLE IMMUNITÀ
della
COMUNITÀ EUROPEA DELL'ENERGIA ATOMICA

PROCOL
betreffende de
VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN
van de
EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE

**PROTOCOLE
SUR LES
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS**

**LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ
EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE,**

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article 191 de ce Traité, la Communauté jouit sur les territoires des Etats membres des immunités et privilèges nécessaires pour remplir sa mission, dans les conditions définies à un Protocole séparé,

ONT DÉSIGNÉ, afin d'établir ce Protocole, comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques, Président de la délégation belge auprès de la Conférence intergouvernementale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

M. le Professeur Docteur Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Président de la délégation allemande auprès de la Conférence intergouvernementale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Robert MARJOLIN, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Vice-Président de la délégation française auprès de la Conférence intergouvernementale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

M. V. BADINI CONFALONIERI, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Président de la délégation italienne auprès de la Conférence intergouvernementale ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG

M. Lambert SCHAUS, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence intergouvernementale ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

M. J. LINTHORST HOMAN, Président de la délégation néerlandaise auprès de la Conférence intergouvernementale ;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique.

Chapitre 1

BIENS, FONDS, AVOIRS ET OPÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 1

Les locaux et les bâtiments de la Communauté sont inviolables. Ils sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation. Les biens et avoirs de la Communauté ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation de la Cour de Justice.

ARTICLE 2

Les archives de la Communauté sont inviolables.

ARTICLE 3

La Communauté, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

Les gouvernements des Etats membres prennent, chaque fois qu'il leur est possible, les dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens immobiliers ou mobiliers lorsque la Communauté effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature. Toutefois l'application de ces dispositions ne doit pas avoir pour effet de fausser la concurrence à l'intérieur de la Communauté.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité générale.

ARTICLE 4

La Communauté est exonérée de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles destinés à son usage officiel; les articles ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

Elle est également exonérée de tout droit de douane et de toute prohibition et restriction d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Chapitre 2

COMMUNICATIONS ET LAISSEZ-PASSER

ARTICLE 5

Pour leurs communications officielles et le transfert de tous leurs documents, les institutions de la Communauté bénéficient sur le territoire de chaque Etat membre du traitement accordé par cet Etat aux missions diplomatiques.

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions de la Communauté ne peuvent être censurées.

ARTICLE 6

Des laissez-passer dont la forme est arrêtée par le Conseil et qui sont reconnus comme titres valables de circulation par les autorités des Etats membres peuvent être délivrés aux membres et aux agents des institutions de la Communauté par les présidents de celles-ci. Ces laissez-passer sont délivrés aux fonctionnaires et agents dans les conditions fixées par les statuts prévus à l'article 186 du Traité.

La Commission peut conclure des accords en vue de faire reconnaître ces laissez-passer comme titres valables de circulation sur le territoire des Etats tiers.

Chapitre 3

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

ARTICLE 7

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres de l'Assemblée se rendant au lieu de réunion de l'Assemblée ou en revenant.

Les membres de l'Assemblée se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes :

a) par leur propre gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire,

b) par les gouvernements des autres Etats membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ARTICLE 8

Les membres de l'Assemblée ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 9

Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, les membres de celle-ci bénéficient :

a) sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays,

b) sur le territoire de tout autre Etat membre, de l'exemption de toute mesure de détention et de toute poursuite judiciaire.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion de l'Assemblée ou en reviennent.

L'immunité ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'immunité d'un de ses membres.

Chapitre 4

REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES PARTICIPANT AUX TRAVAUX DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 10

Les représentants des Etats membres participant aux travaux des institutions de la Communauté, ainsi que leurs conseillers et experts techniques, jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités ou facilités d'usage.

Le présent article s'applique également aux membres des organes consultatifs de la Communauté.

Chapitre 5

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 11

Sur le territoire de chacun des Etats membres et quelle que soit leur nationalité, les fonctionnaires et agents de la Communauté visés à l'article 186 du Traité :

a) jouissent, sous réserve des dispositions des articles 152 et 188 du Traité, de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle; ils continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions,

b) ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers,

c) jouissent, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des facilités reconnues par l'usage aux fonctionnaires des organisations internationales,

d) jouissent du droit d'importer en franchise du pays de leur dernière résidence ou du pays dont ils sont ressortissants, leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays où le droit est exercé,

e) jouissent du droit d'importer en franchise leur automobile affectée à leur usage personnel, acquise dans le pays de leur dernière résidence ou dans le pays dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci, et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays intéressé.

ARTICLE 12

Dans les conditions et suivant la procédure fixées par le Conseil statuant sur les propositions formulées par la Commission dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Traité, les fonctionnaires et agents de la Communauté sont soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les traitements, salaires et émoluments versés par elle.

Ils sont exempts d'impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments versés par la Communauté.

ARTICLE 13

Pour l'application des impôts sur les revenus et sur la fortune, des droits de succession, ainsi que des conventions tendant à éviter les doubles impositions conclues entre les pays membres de la Communauté, les fonctionnaires et agents de la Communauté qui, en raison uniquement de l'exercice de leurs fonctions au service de la

Communauté, établissent leur résidence sur le territoire d'un pays membre autre que le pays du domicile fiscal qu'ils possèdent au moment de leur entrée au service de la Communauté, sont considérés, tant dans le pays de leur résidence que dans le pays du domicile fiscal, comme ayant conservé leur domicile dans ce dernier pays, si celui-ci est membre de la Communauté. Cette disposition s'applique également au conjoint dans la mesure où celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle propre, ainsi qu'aux enfants à charge et sous la garde des personnes visées au présent article.

Les biens meubles appartenant aux personnes visées à l'alinéa précédent et situés sur le territoire de l'Etat de séjour sont exonérés de l'impôt des successions dans cet Etat; pour l'établissement de cet impôt, ils sont considérés comme se trouvant dans l'Etat du domicile fiscal, sous réserve des droits des Etats tiers et de l'application éventuelle des dispositions des conventions internationales relatives aux doubles impositions.

Les domiciles acquis en raison uniquement de l'exercice de fonctions au service d'autres organisations internationales ne sont pas pris en considération dans l'application des dispositions du présent article.

ARTICLE 14

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition que la Commission formulera dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Traité, fixe le régime des prestations sociales applicables aux fonctionnaires et agents de la Communauté.

ARTICLE 15

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, détermine les catégories de fonctionnaires et agents de la Communauté auxquels s'appliquent, en tout ou en partie, les dispositions des articles 11, 12 alinéa 2 et 13.

Les noms, qualités et adresses des fonctionnaires et agents compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des Etats membres.

Chapitre 6

**PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES MISSIONS
ÉTABLIES AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ**

ARTICLE 16

L'Etat membre sur le territoire duquel est situé le siège de la Communauté accorde aux missions des Etats tiers accréditées auprès de la Communauté les immunités diplomatiques d'usage.

Chapitre 7

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 17

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux fonctionnaires et agents de la Communauté exclusivement dans l'intérêt de cette dernière.

Chaque institution de la Communauté est tenue de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire ou agent dans tous les cas où elle estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire aux intérêts de la Communauté.

ARTICLE 18

Pour l'application du présent Protocole, les institutions de la Communauté agissent de concert avec les autorités responsables des Etats membres intéressés.

ARTICLE 19

Les articles 11 à 14 inclus et 17 sont applicables aux membres de la Commission.

ARTICLE 20

Les articles 11 à 14 inclus et 17 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de Justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 du Protocole sur le Statut de la Cour de Justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.

**PROTOKOLL
ÜBER DIE
VORRECHTE UND BEFREIUNGEN**

**DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN DES VERTRAGS ZUR GRÜNDUNG DER EURO-
PÄISCHEN ATOMGEMEINSCHAFT,**

IN DER ERWÄGUNG, daß die Gemeinschaft gemäß Artikel 191 dieses Vertrags nach Maßgabe eines besonderen Protokolls in den Hoheitsgebieten der Mitgliedstaaten die zur Erfüllung ihrer Aufgabe erforderlichen Vorrechte und Befreiungen genießt,

HABEN für die Errichtung dieses Protokolls zu ihren Bevollmächtigten
ERNANNT:

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER:

Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Generalsekretär des Wirtschaftsministeriums, Leiter der belgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;

DER PRÄSIDENT DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

Herrn Professor Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Botschafter der Bundesrepublik Deutschland, Leiter der deutschen Delegation bei der Regierungskonferenz;

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK:

Herrn Robert MARJOLIN, ordentlicher Professor der Rechte, stellvertretender Leiter der französischen Delegation bei der Regierungskonferenz;

DER PRÄSIDENT DER ITALIENISCHEN REPUBLIK:

Herrn V. BADINI CONFALONIERI, Unterstaatssekretär für Auswärtige Angelegenheiten, Leiter der italienischen Delegation bei der Regierungskonferenz;

IHRE KÖNIGLICHE HOHEIT DIE GROSSHERZOGIN VON LUXEMBURG:

Herrn Lambert SCHAUS, Botschafter des Großherzogtums Luxemburg, Leiter der luxemburgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE:

Herrn J. LINTHORST HOMAN, Leiter der niederländischen Delegation bei der Regierungskonferenz.

DIESE SIND nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten

über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Atomgemeinschaft als Anhang beigefügt sind:

Kapitel 1

VERMÖGENSGEGENSTÄNDE, LIEGENSCHAFTEN, GUTHABEN UND GESCHÄFTE DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 1

Die Räumlichkeiten und Gebäude der Gemeinschaft sind unverletzlich. Sie dürfen nicht durchsucht, beschlagnahmt, eingezogen oder enteignet werden. Die Vermögensgegenstände und Guthaben der Gemeinschaft dürfen ohne Ermächtigung des Gerichtshofs nicht Gegenstand von Zwangsmaßnahmen der Verwaltungsbehörden oder Gerichte sein.

ARTIKEL 2

Die Archive der Gemeinschaft sind unverletzlich.

ARTIKEL 3

Die Gemeinschaft, ihre Guthaben, Einkünfte und sonstigen Vermögensgegenstände sind von jeder direkten Steuer befreit.

Die Regierungen der Mitgliedstaaten treffen in allen Fällen, in denen es ihnen möglich ist, geeignete Maßnahmen für den Erlaß oder die Erstattung des Betrags der indirekten Steuern und Verkaufsabgaben, die in den Preisen für bewegliche oder unbewegliche Güter inbegriffen sind, wenn die Gemeinschaft für ihren Dienstbedarf größere Einkäufe tätigt, bei denen derartige Steuern und Abgaben im Preis enthalten sind. Die Durchführung dieser Maßnahmen darf jedoch den Wettbewerb innerhalb der Gemeinschaft nicht verfälschen.

Von den Abgaben, die lediglich die Vergütung für Leistungen gemeinnütziger Versorgungsbetriebe darstellen, wird keine Befreiung gewährt.

ARTIKEL 4

Die Gemeinschaft ist von allen Zöllen sowie Ein- und Ausfuhrverboten und -beschränkungen bezüglich der zu ihrem Dienstgebrauch bestimmten Gegenstände befreit; die in dieser Weise eingeführten Gegenstände dürfen im Hoheitsgebiet des Staates, in das sie eingeführt worden sind, weder entgeltlich noch unentgeltlich veräußert werden, es sei denn zu Bedingungen, welche die Regierung dieses Staates genehmigt.

Der Gemeinschaft steht ferner für ihre Veröffentlichungen Befreiung von allen Zöllen sowie Einfuhr- und Ausfuhrverboten und -beschränkungen zu.

Kapitel 2

NACHRICHTENÜBERMITTLUNG UND AUSWEISE

ARTIKEL 5

Den Organen der Gemeinschaft steht für ihre amtliche Nachrichtenübermittlung und die Übermittlung aller ihrer Schriftstücke im Hoheitsgebiet jedes Mitgliedstaates die gleiche Behandlung wie den diplomatischen Vertretungen zu.

Der amtliche Schriftverkehr und die sonstige amtliche Nachrichtenübermittlung der Organe der Gemeinschaft unterliegen nicht der Zensur.

ARTIKEL 6

Die Präsidenten der Organe der Gemeinschaft können den Mitgliedern und Bediensteten dieser Organe Ausweise ausstellen, deren Form vom Rat bestimmt wird und die von den Behörden der Mitgliedstaaten als gültige Reiseausweise anerkannt werden. Diese Ausweise werden den Beamten und sonstigen Bediensteten nach Maßgabe des Statuts ausgestellt, das in Artikel 186 dieses Vertrags vorgesehen ist.

Die Kommission kann Abkommen zur Anerkennung dieser Ausweise als im Hoheitsgebiet dritter Länder gültige Reiseausweise schließen.

Kapitel 3

MITGLIEDER DER VERSAMMLUNG

ARTIKEL 7

Die Reise der Mitglieder der Versammlung zum und vom Tagungsort der Versammlung unterliegt keinen verwaltungsmäßigen oder sonstigen Beschränkungen.

Die Mitglieder der Versammlung erhalten bei der Zollabfertigung und Devisenkontrolle

a) seitens ihrer eigenen Regierung dieselben Erleichterungen wie hohe Beamte, die sich in offiziellem Auftrag vorübergehend ins Ausland begeben;

b) seitens der Regierungen der anderen Mitgliedstaaten dieselben Erleichterungen wie ausländische Regierungsvertreter mit vorübergehendem offiziellem Auftrag.

ARTIKEL 8

Wegen einer in Ausübung ihres Amtes erfolgten Äußerung oder Abstimmung dürfen Mitglieder der Versammlung weder in ein Ermittlungsverfahren verwickelt noch festgenommen oder verfolgt werden.

ARTIKEL 9

Während der Dauer der Sitzungsperiode der Versammlung

a) steht ihren Mitgliedern im Hoheitsgebiet ihres eigenen Staates die den Parlamentsmitgliedern zuerkannte Unverletzlichkeit zu,

b) können ihre Mitglieder im Hoheitsgebiet jedes anderen Mitgliedstaates weder festgehalten noch gerichtlich verfolgt werden.

Die Unverletzlichkeit besteht auch während der Reise zum und vom Tagungsort der Versammlung.

Bei Ergreifung auf frischer Tat kann die Unverletzlichkeit nicht geltend gemacht werden; sie steht auch nicht der Befugnis der Versammlung entgegen, die Unverletzlichkeit eines ihrer Mitglieder aufzuheben.

Kapitel 4

VERTRETER DER MITGLIEDSTAATEN, DIE AN DEN ARBEITEN DER ORGANE DER GEMEINSCHAFT TEILNEHMEN

ARTIKEL 10

Den Vertretern der Mitgliedstaaten, die an den Arbeiten der Organe der Gemeinschaft teilnehmen, sowie ihren Beratern und Sachverständigen stehen während der Ausübung ihrer Tätigkeit und auf der Reise zum und vom Tagungsort die üblichen Vorrechte, Befreiungen und Erleichterungen zu.

Dies gilt auch für die Mitglieder der beratenden Organe der Gemeinschaft.

Kapitel 5

BEAMTE UND SONSTIGE BEDIENSTETE DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 11

Den in Artikel 186 dieses Vertrags genannten Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft stehen im Hoheitsgebiet jedes Mitgliedstaates ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit folgende Vorrechte und Befreiungen zu:

a) Befreiung von der Gerichtsbarkeit bezüglich der von ihnen in amtlicher Eigenschaft vorgenommenen Handlungen einschließlich ihrer mündlichen und schriftlichen Äußerungen; die Artikel 152 und 188 dieses Vertrags bleiben unberührt; die Befreiung gilt auch nach Beendigung ihrer Amtstätigkeit;

b) Befreiung von Einwanderungsbeschränkungen und von der Meldepflicht für Ausländer; das gleiche gilt für ihre Ehegatten und die von ihnen unterhaltenen Familienmitglieder;

c) die den Beamten der internationalen Organisationen üblicherweise gewährten Erleichterungen auf dem Gebiet der Vorschriften des Währungs- und Devisenrechts;

d) das Recht, ihre Wohnungseinrichtung und ihre persönlichen Gebrauchsgegenstände aus dem Land ihres letzten ständigen Aufenthalts oder dem Land, dem sie angehören, bei Antritt ihres Dienstes in das in Frage stehende Land zollfrei einzuführen und bei Beendigung ihrer Amtstätigkeit in diesem Land ihre Wohnungseinrichtung und ihre persönlichen Gebrauchsgegenstände zollfrei wiederauszuführen, vorbehaltlich der Bedingungen, welche die Regierung des Landes, in dem dieses Recht ausgeübt wird, in dem einen und anderen Fall für erforderlich erachtet;

e) das Recht, das zu ihrem eigenen Gebrauch bestimmte Kraftfahrzeug, sofern es im Land ihres letzten ständigen Aufenthalts oder in dem Land, dem sie angehören, zu den auf dem Binnenmarkt dieses Landes geltenden Bedingungen erworben worden ist, zollfrei einzuführen und es zollfrei wiederauszuführen, jedoch in beiden Fällen vorbehaltlich der Bedingungen, welche die Regierung des in Frage stehenden Landes in dem einen und anderen Fall für erforderlich erachtet.

ARTIKEL 12

Von den Gehältern, Löhnen und anderen Bezügen, welche die Gemeinschaft ihren Beamten und sonstigen Bediensteten zahlt, wird zugunsten der Gemeinschaft eine Steuer gemäß den Bestimmungen und dem Verfahren erhoben, die vom Rat auf Grund der Vorschläge festgelegt werden, welche die Kommission ihm binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Vertrags unterbreitet.

Die Beamten und sonstigen Bediensteten sind von innerstaatlichen Steuern auf die von der Gemeinschaft gezahlten Gehälter, Löhne und Bezüge befreit.

ARTIKEL 13

Die Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft, die sich lediglich zur Ausübung einer Amtstätigkeit im Dienst der Gemeinschaft im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaates als des Staates niederlassen, in dem sie zur Zeit des

Dienstantritts bei der Gemeinschaft ihren steuerlichen Wohnsitz haben, werden in den beiden genannten Staaten für die Erhebung der Einkommen-, Vermögen- und Erbschaftsteuer sowie für die Anwendung der zur Vermeidung der Doppelbesteuerung zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft geschlossenen Abkommen so behandelt, als hätten sie ihren früheren Wohnsitz beibehalten, sofern sich dieser in einem Mitgliedstaat der Gemeinschaft befindet. Dies gilt auch für den Ehegatten, soweit dieser keine eigene Berufstätigkeit ausübt, sowie für die Kinder, die unter der Aufsicht der in diesem Artikel bezeichneten Personen stehen und von ihnen unterhalten werden.

Das im Hoheitsgebiet des Aufenthaltsstaates befindliche bewegliche Vermögen der in Absatz 1 bezeichneten Personen ist in diesem Staat von der Erbschaftsteuer befreit; für die Veranlagung dieser Steuer wird es vorbehaltlich der Rechte dritter Länder und der etwaigen Anwendung internationaler Abkommen über die Doppelbesteuerung als in dem Staat des steuerlichen Wohnsitzes befindlich betrachtet.

Ein lediglich zur Ausübung einer Amtstätigkeit im Dienste anderer internationaler Organisationen begründeter Wohnsitz bleibt bei der Anwendung dieses Artikels unberücksichtigt.

ARTIKEL 14

Der Rat legt auf Grund eines Vorschlags der Kommission, den diese binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Vertrags unterbreitet, durch einstimmigen Beschluß das System der Sozialleistungen für die Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft fest.

ARTIKEL 15

Der Rat bestimmt auf Vorschlag der Kommission und nach Anhörung der anderen betroffenen Organe die Gruppen von Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft, auf welche die Artikel 11, 12 Absatz 2 und Artikel 13 ganz oder teilweise Anwendung finden.

Namen, Dienstrang und -stellung sowie Anschrift der Beamten und sonstigen Bediensteten dieser Gruppen werden den Regierungen der Mitgliedstaaten in regelmäßigen Zeitabständen mitgeteilt.

Kapitel 6

VORRECHTE UND BEFREIUNGEN DER VERTRETUNGEN BEI DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 16

Der Mitgliedstaat, in dessen Hoheitsgebiet sich der Sitz der Gemeinschaft befindet, gewährt den bei der Gemeinschaft beglaubigten Vertretungen dritter Länder die üblichen diplomatischen Befreiungen.

Kapitel 7

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

ARTIKEL 17

Die Vorrechte, Befreiungen und Erleichterungen werden den Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft ausschließlich im Interesse der Gemeinschaft gewährt.

Jedes Organ der Gemeinschaft hat die Befreiung eines Beamten oder sonstigen Bediensteten in allen Fällen aufzuheben, in denen dies nach seiner Auffassung den Interessen der Gemeinschaft nicht zuwiderläuft.

ARTIKEL 18

Bei der Anwendung dieses Protokolls handeln die Organe der Gemeinschaft und die verantwortlichen Behörden der beteiligten Mitgliedstaaten im gegenseitigen Einvernehmen.

ARTIKEL 19

Die Artikel 11 bis 14 und 17 finden auf die Mitglieder der Kommission Anwendung.

ARTIKEL 20

Die Artikel 11 bis 14 und 17 finden auf die Richter, die Generalanwälte, den Kanzler und die Hilfsberichterstatter des Gerichtshofs Anwendung; die Bestimmungen des Artikels 3 des Protokolls über die Satzung des Gerichtshofs betreffend die Befreiung der Richter und Generalanwälte von der Gerichtsbarkeit bleiben unberührt.

**PROTOCOLLO
SUI PRIVILEGI E SULLE IMMUNITÀ**

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITA' EUROPEA DELLA ENERGIA ATOMICA,

CONSIDERANDO che a termini dell'articolo 191 del Trattato, la Comunità gode sui territori degli Stati membri delle immunità e dei privilegi necessari per assolvere la sua missione alle condizioni definite da un Protocollo separato,

HANNO DESIGNATO come plenipotenziari, per definire tale Protocollo:

SUA MAESTA' IL RE DEI BELGI

S. E. Barone J. CH. SNOY et d'OPPUERS, Segretario generale del Ministero degli Affari Economici, Presidente della delegazione belga presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA

S. E. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambasciatore della Repubblica federale di Germania, Presidente della delegazione tedesca presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE

S. E. Robert MARJOLIN, « Professeur agrégé des Facultés de Droit », Vice-presidente della delegazione francese presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

S. E. V. BADINI CONFALONIERI, Sottosegretario di Stato agli Affari Esteri, Presidente della delegazione italiana presso la Conferenza intergovernativa;

SUA ALTEZZA REALE LA GRANDUCHESSA DEL LUSSEMBURGO

S. E. Lambert SCHAUS, Ambasciatore del Granducato del Lussemburgo,
Presidente della delegazione lussemburghese presso la Conferenza intergo-
vernativa;

SUA MAESTA' LA REGINA DEI PAESI BASSI

S. E. J. LINTHORST HOMAN, Presidente della delegazione olandese presso
la Conferenza intergovernativa.

I QUALI, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e
debita forma,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato
che istituisce la Comunità Europea della Energia Atomica.

Capo 1

BENI, FONDI, AVERI E OPERAZIONI DELLA COMUNITA'

ARTICOLO 1

I locali e gli edifici della Comunità sono inviolabili. Essi sono esenti da perquisizioni, requisizioni, confisca o espropriazione. I beni e gli averi della Comunità non possono essere oggetto di alcun provvedimento di coercizione amministrativa o giudiziaria senza autorizzazione della Corte di Giustizia.

ARTICOLO 2

Gli archivi della Comunità sono inviolabili.

ARTICOLO 3

La Comunità, i suoi averi, entrate e altri beni sono esenti da qualsiasi imposta diretta.

I governi degli Stati membri adottano, ogni qualvolta sia loro possibile, le opportune disposizioni per l'abbuono o il rimborso dell'importo dei diritti indiretti e delle tasse sulla vendita compresi nei prezzi dei beni immobili o mobili, quando la Comunità effettui, per suo uso ufficiale, acquisti considerevoli il cui prezzo comprenda diritti e tasse di tale natura. Tuttavia l'applicazione di tali disposizioni non deve avere per effetto di falsare la concorrenza all'interno della Comunità.

Nessuna esenzione è concessa per quanto riguarda le imposte, tasse e diritti che costituiscono mera remunerazione di servizi di utilità generale.

ARTICOLO 4

La Comunità è esente da ogni dazio doganale, divieto e restrizione all'importazione e all'esportazione, in ordine agli oggetti destinati al suo uso ufficiale; gli oggetti così importati non saranno ceduti a titolo oneroso o gratuito sul territorio del paese nel quale siano stati importati, salvo che ciò non avvenga a condizioni accette al governo di tale paese.

Essa è del pari esente da ogni dazio doganale e da ogni divieto e restrizione all'importazione e all'esportazione in ordine alle sue pubblicazioni.

Capo 2

COMUNICAZIONI E LASCIAPASSARE

ARTICOLO 5

Le istituzioni della Comunità beneficiano, nel territorio di ciascuno Stato membro, per le loro comunicazioni ufficiali e la trasmissione di tutti i loro documenti, del trattamento concesso da questo Stato alle missioni diplomatiche.

La corrispondenza ufficiale e le altre comunicazioni ufficiali delle istituzioni della Comunità non possono essere censurate.

ARTICOLO 6

I presidenti delle istituzioni della Comunità possono rilasciare ai membri e agli agenti di dette istituzioni lasciapassare la cui forma è stabilita dal Consiglio e che sono riconosciuti dalle autorità degli Stati membri come titoli di viaggio validi. Tali lasciapassare sono rilasciati ai funzionari e agli agenti secondo le condizioni stabilite dagli statuti di cui all'articolo 186 del Trattato.

La Commissione può concludere accordi per far riconoscere tali lasciapassare come titoli di viaggio validi sul territorio di Stati terzi.

Capo 3

MEMBRI DELL'ASSEMBLEA

ARTICOLO 7

Nessuna restrizione d'ordine amministrativo o d'altro genere è apportata alla libertà di movimento dei membri dell'Assemblea che si recano al luogo di riunione dell'Assemblea o ne ritornano.

Ai membri dell'Assemblea sono concessi in materia di dogana e di controllo dei cambi:

a) dal proprio governo, le stesse agevolazioni concesse agli alti funzionari che si recano all'estero in missione ufficiale temporanea,

b) dai governi degli altri Stati membri, le stesse agevolazioni concesse ai rappresentanti di governi esteri in missione ufficiale temporanea.

ARTICOLO 8

I membri dell'Assemblea non possono essere ricercati, detenuti o perseguitati a motivo delle opinioni o dei voti espressi nell'esercizio delle loro funzioni.

ARTICOLO 9

Per la durata delle sessioni dell'Assemblea, i membri di essa beneficiano:

a) sul territorio nazionale, delle immunità riconosciute ai membri del Parlamento del loro paese,

b) sul territorio d'ogni altro Stato membro, dell'esenzione da ogni provvedimento di detenzione e da ogni procedimento giudiziario.

L'immunità li copre ugualmente quando essi si recano al luogo di riunione dell'Assemblea o ne ritornano.

L'immunità non può essere invocata nel caso di flagrante delitto e non può inoltre pregiudicare il diritto dell'Assemblea di togliere l'immunità ad uno dei suoi membri.

Capo 4

RAPPRESENTANTI DEGLI STATI MEMBRI CHE PARTECIPANO AI LAVORI DELLE ISTITUZIONI DELLA COMUNITA'

ARTICOLO 10

I rappresentanti degli Stati membri che partecipano ai lavori delle istituzioni della Comunità, nonché i loro consiglieri e periti tecnici, godono, durante l'esercizio delle loro funzioni e durante i loro viaggi a destinazione o in provenienza dal luogo della riunione, dei privilegi, delle immunità e delle agevolazioni d'uso.

Il presente articolo si applica ugualmente ai membri degli organi consultivi della Comunità.

Capo 5

FUNZIONARI E AGENTI DELLA COMUNITA'

ARTICOLO 11

Sul territorio di ciascuno Stato membro e qualunque sia la loro cittadinanza, i funzionari e agenti della Comunità di cui all'articolo 186 del Trattato:

a) godono, fatte salve le disposizioni degli articoli 152 e 188 del Trattato, dell'immunità di giurisdizione per gli atti da loro compiuti in veste ufficiale, comprese le loro parole e i loro scritti; essi continueranno a beneficiare di questa immunità dopo la cessazione delle loro funzioni,

b) nè essi nè i loro coniugi e i familiari a loro carico, sono sottoposti alle disposizioni che limitano l'immigrazione e alle formalità di registrazione degli stranieri,

c) godono, per quanto riguarda la disciplina vigente in materia valutaria o di cambio, delle agevolazioni usualmente riconosciute ai funzionari delle organizzazioni internazionali,

d) godono del diritto di importare in franchigia dal paese della loro ultima residenza o dal paese di cui sono cittadini, la propria mobilia ed i propri effetti personali, in occasione della loro prima immissione in funzione nel paese interessato, e del diritto di riesportare in franchigia la propria mobilia e i propri effetti personali alla cessazione delle loro funzioni nel suddetto paese, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese in cui il diritto è esercitato,

e) godono del diritto di importare in franchigia la propria autovettura destinata al loro uso personale, acquistata nel paese della loro ultima residenza o nel paese di cui sono cittadini, alle condizioni del mercato interno di tale paese, e di riesportarla in franchigia, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese interessato.

ARTICOLO 12

Alle condizioni e secondo la procedura stabilite dal Consiglio, che delibera sulle proposte che la Commissione formulerà entro un anno dall'entrata in vigore del Trattato, i funzionari e gli agenti della Comunità saranno soggetti, a profitto di quest'ultima, ad una imposta sugli stipendi, salari ed emolumenti dalla stessa versati.

Essi sono esenti da imposte nazionali sugli stipendi, salari ed emolumenti versati dalla Comunità.

ARTICOLO 13

Ai fini dell'applicazione delle imposte sul reddito e sul patrimonio, dei diritti di successione, nonchè delle convenzioni concluse tra i paesi membri della Comunità al fine di evitare le doppie imposizioni, i funzionari e agenti della Comunità i quali, in ragione esclusivamente dell'esercizio delle loro funzioni al ser-

vizio della Comunità, stabiliscono la loro residenza sul territorio di un paese membro diverso dal paese ove avevano il domicilio fiscale al momento dell'entrata in servizio presso la Comunità, sono considerati, sia nel paese di residenza che nel paese del domicilio fiscale, come tuttora domiciliati in quest'ultimo paese qualora esso sia membro della Comunità. Tale disposizione si applica egualmente al coniuge, semprechè non eserciti una propria attività professionale, nonchè ai figli ed ai minori a carico delle persone indicate nel presente articolo e in loro custodia.

I beni mobili appartenenti alle persone di cui al comma precedente e che si trovino nel territorio dello Stato di residenza, sono esenti dall'imposta di successione in tale Stato; ai fini dell'applicazione di tale imposta essi sono considerati come se fossero situati nello Stato del domicilio fiscale, fatti salvi i diritti degli Stati terzi e l'eventuale applicazione delle norme delle convenzioni internazionali sulle doppie imposizioni.

Ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente articolo non si prendono in considerazione i domicili acquisiti soltanto a motivo dell'esercizio di funzioni al servizio di altre organizzazioni internazionali.

ARTICOLO 14

Il Consiglio, deliberando all'unanimità su una proposta che la Commissione formulerà nel termine di un anno dall'entrata in vigore del Trattato, stabilisce il regime di previdenza sociale applicabile ai funzionari e agli agenti della Comunità.

ARTICOLO 15

Il Consiglio, deliberando su proposta della Commissione e previa consultazione delle altre istituzioni interessate, determina le categorie di funzionari e agenti della Comunità cui si applicano, in tutto o in parte, le disposizioni degli articoli 11, 12 comma 2 e 13.

I nomi, le qualifiche e gli indirizzi dei funzionari e agenti compresi in tali categorie sono comunicati periodicamente ai governi degli Stati membri.

Capo 6

**PRIVILEGI E IMMUNITA' DELLE MISSIONI
ACCREDITATE PRESSO LA COMUNITA'**

ARTICOLO 16

Lo Stato membro, sul cui territorio è situata la sede della Comunità, riconosce alle missioni dei paesi terzi accreditate presso la Comunità le immunità diplomatiche d'uso.

Capo 7

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 17

I privilegi, le immunità e le agevolazioni sono concesse ai funzionari e agli agenti della Comunità esclusivamente nell'interesse di quest'ultima.

Ciascuna istituzione della Comunità ha l'obbligo di togliere l'immunità concessa a un funzionario o ad un agente ogni qualvolta essa reputi che ciò non sia contrario agli interessi della Comunità.

ARTICOLO 18

Ai fini dell'applicazione del presente Protocollo, le istituzioni della Comunità agiranno d'intesa con le autorità responsabili degli Stati membri interessati.

ARTICOLO 19

Gli articoli da 11 a 14 inclusi e l'articolo 17 sono applicabili ai membri della Commissione.

ARTICOLO 20

Gli articoli da 11 a 14 inclusi e l'articolo 17 sono applicabili ai giudici, agli avvocati generali, al cancelliere e ai relatori aggiunti della Corte di Giustizia, senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 3 del Protocollo sullo Statuto della Corte di Giustizia, relative all'immunità di giurisdizione dei giudici e degli avvocati generali.

PROTOCOL
BETREFFENDE DE
VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ HET VERDRAG TOT OPRICHTING
VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAP VOOR ATOOMENERGIE,

OVERWEGENDE, dat krachtens de bepalingen van artikel 191 van dat Verdrag
de Gemeenschap, onder de in een afzonderlijk protocol te stellen voorwaarden, op
het grondgebied van de Lid-Staten de immuniteiten en voorrechten geniet, welke
nodig zijn ter vervulling van haar taak,

HEBBEN, ter vaststelling van dit Protocol, als hun gevolmachtigden aangewezen :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

J. Ch. Baron SNOY et d'OPPUERS, Secretaris-Generaal van het Ministerie van
Economische Zaken, Voorzitter van de Belgische delegatie bij de Inter-
gouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND :

Prof. Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur van de Bondsrepubliek
Duitsland, Voorzitter van de Duitse delegatie bij de Intergouvernementele
Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE FRANSE REPUBLIEK :

de Heer Robert MARJOLIN, Hoogleraar in de Rechtsgeleerdheid, Vice-Voor-
zitter van de Franse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE ITALIAANSE REPUBLIEK :

de Heer V. BADINI CONFALONIERI, Onder-Staatssecretaris van Buitenlandse
Zaken, Voorzitter van de Italiaanse delegatie bij de Intergouvernementele
Conferentie;

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG:

de Heer Lambert SCHAUS, Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg, Voorzitter van de Luxemburgse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN:

de Heer J. LINTHORST HOMAN, Voorzitter van de Nederlandse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DIE, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,

OVEREENSTEMMING HEBBEN BEREIKT omtrent de volgende bepalingen welke aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie zijn gehecht:

Hoofdstuk 1

EIGENDOMMEN, FONDSSEN, BEZITTINGEN EN VERRICHTINGEN VAN DE GEMEENSCHAP

ARTIKEL 1

De gebouwen en terreinen van de Gemeenschap zijn onschendbaar. Zij zijn vrijgesteld van huiszoeking, vordering, verbeurdverklaring of onteigening. De eigendommen en bezittingen van de Gemeenschap kunnen zonder toestemming van het Hof van Justitie niet worden getroffen door enige dwangmaatregel van bestuursrechtelijke of gerechtelijke aard.

ARTIKEL 2

Het archief van de Gemeenschap is onschendbaar.

ARTIKEL 3

De Gemeenschap, haar bezittingen, inkomsten en andere eigendommen zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

Telkens wanneer hun dit mogelijk is, treffen de regeringen van de Lid-Staten passende maatregelen tot kwijtschelding of teruggave van het bedrag der indirecte belastingen en van belastingen op de verkoop, welke een deel vormen van de prijs van onroerende of roerende goederen, wanneer de Gemeenschap voor haar officieel gebruik belangrijke aankopen doet van goederen, in de prijs waarvan zodanige belastingen begrepen zijn. De toepassing van deze bepalingen mag evenwel niet tot gevolg hebben, dat de mededinging binnen de Gemeenschap wordt vervalst.

Geen enkele vrijstelling wordt verleend van belastingen, heffingen en rechten die niet anders zijn dan eenvoudige vergoedingen voor diensten van openbaar nut.

ARTIKEL 4

De Gemeenschap is vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot goederen, bestemd voor officieel gebruik van de Gemeenschap; de aldus ingevoerde goederen mogen op het grondgebied van het land alwaar zij zijn ingevoerd niet onder bezwarende titel of om niet worden overgedragen, tenzij op voorwaarden welke door de regering van dat land zijn goedgekeurd.

Zij is eveneens vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot haar publikaties.

Hoofdstuk 2

MEDEDELINGEN EN LAISSEZ-PASSER

ARTIKEL 5

De instellingen van de Gemeenschap genieten, voor hun officiële mededelingen en het overbrengen van al hun documenten, op het grondgebied van iedere Lid-Staat de behandeling, welke door deze Staat aan diplomatieke missies wordt toegestaan.

De officiële correspondentie en andere officiële mededelingen van de instellingen van de Gemeenschap zijn niet aan censuur onderworpen.

ARTIKEL 6

Laissez-passer, waarvan de vorm door de Raad wordt vastgesteld en welke als geldige reispapieren worden erkend door de overheidsinstanties van de Lid-Staten, kunnen door de voorzitters van de instellingen van de Gemeenschap aan de leden en het personeel van deze instellingen worden verstrekt. Deze laissez-passer worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden verstrekt overeenkomstig de bepalingen van de statuten bedoeld in artikel 186 van het Verdrag.

De Commissie kan akkoorden sluiten ten einde deze laissez-passer te doen erkennen als geldige reispapieren voor het grondgebied van derde Staten.

Hoofdstuk 3

LEDEN VAN DE VERGADERING

ARTIKEL 7

De bewegingsvrijheid der leden van de Vergadering die zich naar de plaats van bijeenkomst der Vergadering begeven of daarvan terugkeren, wordt op geen enkele wijze beperkt door voorschriften van bestuursrechtelijke of andere aard.

Aan de leden van de Vergadering worden, wat betreft douane- en deviezencontrole, toegekend:

a) door hun eigen regering, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan hoge ambtenaren, die zich, belast met een tijdelijke officiële zending, naar het buitenland begeven,

b) door de regeringen van de andere Lid-Staten, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan vertegenwoordigers van buitenlandse regeringen, belast met een tijdelijke officiële zending.

ARTIKEL 8

Tegen de leden van de Vergadering kan geen opsporing plaatsvinden, noch kunnen zij worden aangehouden of vervolgd op grond van de mening of de stem, die zij in de uitoefening van hun ambt hebben uitgebracht.

ARTIKEL 9

Tijdens de zittingsduur van de Vergadering genieten de leden:

a) op hun eigen grondgebied, de immuniteiten welke aan de leden van de volksvertegenwoordiging in hun land zijn verleend;

b) op het grondgebied van elke andere Lid-Staat, vrijstelling van aanhouding en gerechtelijke vervolging in welke vorm ook.

De immuniteit beschermt hen eveneens, wanneer zij zich naar de plaats van de bijeenkomst van de Vergadering begeven of daarvan terugkeren.

Op deze immuniteit kan geen beroep worden gedaan in geval van ontdekking op heterdaad, terwijl zij evenmin kan verhinderen, dat de Vergadering het recht uitoefent de immuniteit van een harer leden op te heffen.

Hoofdstuk 4

DE AAN DE WERKZAAMHEDEN VAN DE INSTELLINGEN DER GEMEENSCHAP DEELNEMENDE VERTEGENWOORDIGERS DER LID-STATEN

ARTIKEL 10

De aan de werkzaamheden van de instellingen van de Gemeenschap deelnemende vertegenwoordigers der Lid-Statens, alsmede hun raadsliden en de deskundigen, genieten gedurende de uitoefening van hun ambt en op hun reizen naar en van de plaats van bijeenkomst de gebruikelijke voorrechten, immuniteiten of faciliteiten.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de leden der raadgevende organen van de Gemeenschap.

Hoofdstuk 5

AMBTENAREN EN OVERIGE PERSONEELSLEDEN VAN DE GEMEENSCHAP

ARTIKEL 11

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap bedoeld in artikel 186 van het Verdrag zijn, ongeacht hun nationaliteit, op het grondgebied van elk der Lid-Statens:

a) behoudens de bepalingen van de artikelen 152 en 188 van het Verdrag, vrijgesteld van rechtsvervolging voor hetgeen zij in hun officiële hoedanigheid hebben gedaan, gezegd of geschreven; zij blijven deze immuniteit genieten nadat zij hun ambt hebben neergelegd;

b) te zamen met hun echtgenoten en de te hunnen laste zijnde verwanten vrijgesteld van immigratiebeperkingen en vreemdelingenregistratie;

c) inzake monetaire of deviezenregelingen in het genot van de gebruikelijke faciliteiten welke aan ambtenaren van internationale organisaties worden toegekend;

d) gerechtigd om de eerste maal, dat zij hun post bezetten, in het betrokken land hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik vrij van rechten in te voeren uit het land waar zij het laatst hun verblijfplaats hebben gehad of uit het land waarvan zij onderdaan zijn, en bij het neerleggen van hun ambt hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik uit genoemd land vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden, welke de regering van het land waar dit recht wordt uitgeoefend, als noodzakelijk beschouwt;

e) gerechtigd hun voor persoonlijk gebruik bestemde personenauto die in het land waar zij het laatst hun verblijfplaats hebben gehad of in het land waarvan zij onderdaan zijn, verkregen is op de voorwaarden die op de binnenlandse markt van dat land gelden, vrij van rechten in te voeren en deze vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden, welke de regering van het betrokken land als noodzakelijk beschouwt.

ARTIKEL 12

Onder de voorwaarden en volgens de procedure welke door de Raad worden vastgesteld op grond van de door de Commissie binnen een jaar na de inwerking-treding van het Verdrag gedane voorstellen, worden de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap onderworpen aan een belasting ten bate van de Gemeenschap op de door haar betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

Zij zijn vrijgesteld van nationale belastingen op de door de Gemeenschap betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

ARTIKEL 13

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap, die zich uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van hun ambt in dienst van de Gemeenschap vestigen op het grondgebied van een andere Lid-Staat dan de Staat van de fiscale woonplaats, welke zij bezitten op het oogenblik van hun indiensttreding bij de Gemeenschap, worden voor de toepassing van de inkomsten-, vermogens- en successiebelastingen, alsmede van de tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap

gesloten overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting, zowel in de Staat, waar zij zich gevestigd hebben als in de Staat van de fiscale woonplaats, geacht hun woonplaats te hebben behouden in de laatstgenoemde Staat, indien deze lid is van de Gemeenschap. Deze bepaling geldt eveneens voor de echtgenoot voor zover deze geen eigen beroepsbezigheden uitoefent, alsmede voor de kinderen die ten laste zijn en onder toezicht staan van de in dit artikel bedoelde personen.

De roerende goederen welke toebehoren aan de in de vorige alinea bedoelde personen en zich bevinden op het grondgebied van de Staat van verblijf, worden in die Staat vrijgesteld van successiebelasting; voor de heffing van die belasting worden die roerende goederen geacht zich in de Staat van de fiscale woonplaats te bevinden, onder voorbehoud van de rechten van derde Staten en de mogelijke toepassing van de bepalingen der internationale overeenkomsten betreffende dubbele belasting.

De uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van een ambt in dienst van andere internationale organisaties verkregen woonplaats wordt niet in aanmerking genomen bij de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

ARTIKEL 14

Op voorstel van de Commissie, in te dienen binnen een jaar na de inwerking-treding van het Verdrag, stelt de Raad met eenparigheid van stemmen de regeling vast inzake de sociale voorzieningen, welke op de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap van toepassing zal zijn.

ARTIKEL 15

Op voorstel van de Commissie en na raadpleging van de overige betrokken instellingen, bepaalt de Raad op welke categorieën van ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap de bepalingen van de artikelen 11, 12, tweede alinea, en 13 geheel of ten dele van toepassing zijn.

De namen, hoedanigheden en adressen der ambtenaren en overige personeelsleden, welke onder deze categorieën zijn begrepen, worden op gezette tijden aan de regeringen der Lid-Statens medegedeeld.

Hoofdstuk 6

**VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN DER BIJ DE
GEMEENSCHAP GEVESTIGDE MISSIES**

ARTIKEL 16

De Lid-Staat, op wiens grondgebied de zetel van de Gemeenschap is gevestigd, verleent aan de missies der bij de Gemeenschap geaccrediteerde derde Staten de gebruikelijke diplomatieke immuniteiten.

Hoofdstuk 7

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 17

De voorrechten, immuniteiten en faciliteiten worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap uitsluitend in haar belang verleend.

Elke instelling van de Gemeenschap is gehouden de aan een ambtenaar of ander personeelslid verleende immuniteit op te heffen in alle gevallen, waarin zulks naar haar mening niet strijdig is met de belangen van de Gemeenschap.

ARTIKEL 18

Voor de toepassing van dit Protocol handelen de instellingen van de Gemeenschap in overeenstemming met de verantwoordelijke autoriteiten van de betrokken Lid-Statens.

ARTIKEL 19

De artikelen 11 tot en met 14 en 17 zijn van toepassing op de leden van de Commissie.

ARTIKEL 20

De artikelen 11 tot en met 14 en 17 zijn van toepassing op de rechters, de griffier en de toegevoegde rapporteurs van, alsmede op de advocaten-generaal bij het Hof van Justitie, onverminderd de bepalingen van artikel 3 van het Protocol betreffende het Statuut van het Hof van Justitie nopens de vrijstelling van rechtsvervolgning van de rechters en de advocaten-generaal.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Protokoll gesetzt.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Fait à Bruxelles, le dix-sept avril mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Brüssel am siebzehnten April neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

Fatto a Bruxelles, li diciassette aprile millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Brussel, de zeventiende april negentienhonderd zevenenvijftig.



E. F. Opitz

